

SOCIETE FERMIERE DU CASINO MUNICIPAL DE CANNES

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 AVRIL 2012

Société Fermière du Casino Municipal de Cannes (SFCMC)
Société anonyme au capital de 2 102 184 euros
Siège social : 1 Espace Lucien Barrière 06400 CANNES
695 720 284 R.C.S. CANNES

Sommaire

	Pages
Déclaration des personnes responsables	2
Rapport d'activité	3
Comptes consolidés et annexe	9
Rapport des Commissaires aux Comptes	34

DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES

Responsable du Rapport financier Semestriel

Monsieur Alain Fabre, Directeur Général, nommé le 19 décembre 2008, avec effet au 19 janvier 2009.
Mandat renouvelé le 5 janvier 2012.

Attestation

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Contact Investisseurs

Responsable de l'information, de la communication financière et des relations avec les actionnaires

Monsieur Alain Boivert, Directeur Administratif et Financier
Téléphone : 04.92.98.78.00
Télécopie : 04.92.98.78.79
1, Espace Lucien Barrière
06400 Cannes

SOCIETE FERMIERE DU CASINO MUNICIPAL DE CANNES

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 AVRIL 2012 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

Situation économique

Le chiffre d'affaires du Groupe s'établit à 44,5 M€ au 1^{er} semestre 2012 en croissance de 0,34% par rapport au premier semestre 2011(44,3 M€). Le produit brut des jeux enregistre une baisse de 3,6% compensée par l'activité hébergement en croissance de 7,6%.

L'excédent brut d'exploitation est de -0,1 M€, contre -0,2 M€ en 2011. Dans un contexte particulièrement difficile et une concurrence accrue, le groupe, à périmètre comparable pour la première année suite à l'extension du Majestic en avril 2010, affiche un résultat net de -2,9 M€ contre -3,2 M€ en 2011.

Changement taux de TVA

Le 1 Janvier 2012, le taux de TVA sur la restauration et l'hébergement est passé de 5,5% à 7%.

Remboursement compte courant d'actionnaires

Le 30 octobre 2009, l'Assemblée Générale Ordinaire votait la distribution d'un dividende de 10,0 M€, prélevé sur les réserves et primes d'émission. Afin de préserver la trésorerie de la société, Monsieur Dominique Desseigne et les sociétés familiales SMFA et SPD, ainsi que la société Casinvest ont accepté de laisser les dividendes ainsi distribués en compte courant non rémunéré (les autres sociétés de la famille Desseigne-Barrière détenant moins de 5% du capital de la société et ne pouvant consentir de compte courant conformément aux dispositions de l'article L. 312-2 du code monétaire et financier), à l'exception du montant de l'impôt qui sera dû par Monsieur Dominique Desseigne et les sociétés familiales SMFA et SPD.

Ces comptes courants s'élevaient à 9,1 M€ et ont été débloqués le 30 avril 2012.

Emprunts et dettes financières

La société a bénéficié d'une nouvelle ligne de crédit d'un montant de 5 M€ qui fera l'objet d'un remboursement sur le second semestre.

Médaille du travail

L'avenant à la convention collective nationale des casinos du 29 mars 2002 signé le 21 juillet 2011 a été étendu au cours du premier semestre. Cet avenant prévoit le versement de primes corrélées à l'attribution de médailles du travail en fonction de l'ancienneté dans la branche.

LES RESULTATS

Les comptes consolidés du Groupe SFCMC pour le premier semestre clos le 30 avril 2012 se présentent ainsi :

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Ecart en M€	Ecart en %
Chiffre d'affaires (*)	44,5	44,3	+0,2	0,3%
Chiffre d'affaires net de prélèvement	32,5	32,0	+0,5	0.2%
Excédent brut d'exploitation	-0,1	-0,2	+0.1	50%
Résultat opérationnel	-4,3	-4,2	-0.1	2.4%
Résultat net part du Groupe	-2,9	-3,2	+0,3	10%
Marge brute d'autofinancement	1,0	-1,2	+2,2	183%

(*) Le chiffre d'affaires représente les recettes avant les prélèvements de l'Etat et de la Commune sur les recettes des jeux qui, sur la base du taux moyen annuel, sont déduits pour la détermination du chiffre d'affaires net.

L'analyse par activité est la suivante :

Activité Casino

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Ecart en M€	Ecart en %
Produit brut jeux de table	3,1	4,2	-1.1	-26,2%
Produit brut MAS	18,3	18.0	0,3	+ 1,7%
Produit brut des jeux total	21,4	22.2	-0,8	-3,6%
Prélèvement	-12.0	-12.3	-0,3	-2.4%
Autres recettes jeux	0,1	0,3	-0,2	-66%
Produit net des jeux total	9,5	10,1	-0,6	-5.9%
Restauration	2,9	2,4	0,5	+20,8%
Autres recettes	0,2	0,2	0,0	0%
Chiffre d'affaires net de prélèvements	12,6	12,7	-0,1	-0.8%

Le produit brut des jeux est en diminution de 3,6% par rapport au 1^{er} semestre 2011.

La baisse des jeux de table se constate principalement sur le casino les Princes qui enregistre une diminution du volume de jeux et de fréquentation qui se traduisent par une diminution du produit brut des jeux de 45%. Sur le casino Croisette, le produit brut jeux de table est en augmentation de 11,4% sous l'effet du succès confirmé de l'activité poker, le cash game enregistrant une hausse de 395 k€ de produit brut.

L'activité machines à sous est en croissance de 1,7%, par rapport au 1^{er} semestre 2011. La progression se limite au casino Croisette qui connaît une croissance de 2,5%. Sur les deux casinos, 307 machines sont équipées du système du « TITO » (utilisation de tickets de jeux), sur un parc qui totalise 410 machines.

La croissance de l'activité restauration est de 20% grâce au développement de l'activité banquets et des locations qui s'y rattachent.

Activité hôtellerie

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Ecart en M€	Ecart en %
Hébergement	9,9	9,2	0,7	7,6%
Restauration	5,7	6,0	-0,3	-5%
Autres recettes	2,9	2,8	0,1	3,6%
Chiffre d'affaires hôtellerie	18,5	18,0	0,5	2,8%

L'activité hébergement augmente de 7,6% sur le premier semestre malgré une activité séminaire fortement impactée par l'environnement économique.

Le Majestic enregistre un taux d'occupation de 49,3% (54,4% à fin avril 2011). Le revpar s'établit à 143,1 € (contre 130,9 € au 1^{er} semestre 2011). Le secteur individuel et les festivals enregistrent une progression qui permet de palier à l'insuffisance de demande sur l'activité séminaire.

Le Gray enregistre un taux d'occupation de 40,5% (52,1% au 1^{er} semestre 2011) et un revpar de 70,8€ (contre 74,1€ au 1^{er} semestre 2011). Son chiffre d'affaires est quasiment identique à celui du 1^{er} semestre 2011 grâce à une progression de la RMC (181€ contre 147€ en 2011) qui compense la baisse du taux d'occupation lié au manque de séminaire.

La restauration est en décroissance sur les deux hôtels et en liaison avec la baisse du volume de chambres sur l'activité séminaire.

Les « Autres recettes » prennent en compte notamment les loyers de boutiques pour 1,8 M€, dont 140k€ de rappel suite à l'issue favorable d'un contentieux avec un locataire.

Excédent brut d'exploitation consolidé

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Ecart en M€	Ecart en %
Activité casino	-1,3	-0,8	-0,5	+62%
Activité hôtellerie	-0,7	-1,3	+0,6	-53%
Activité Autres	2,0	1,9	0,1	5,3%
Total	0,0	-0,2	0,2	

Résultat casino

L'excédent brut d'exploitation de l'activité casino s'élève à - 1,3 M€ au 1^{er} semestre 2012 en diminution de 0,5 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2011. La performance du Croisette comme évoqué plus haut notamment grâce à l'activité du poker au Croisette est diminuée par la baisse de l'activité jeux de table des Princes. Sur les deux casinos, on constate une bonne maîtrise des charges.

Résultat hôtellerie

L'excédent brut d'exploitation de l'activité hôtel s'établit à - 0,7 M€ en amélioration de 0,6 M€ par rapport à n-1. L'évolution du chiffre d'affaires hébergement ainsi que la maîtrise des frais généraux expliquent cette évolution.

Résultat des autres activités : SCI

Il s'agit des loyers des boutiques créées dans le cadre de l'opération immobilière liée à l'extension du Majestic et louées à des enseignes prestigieuses depuis 2010 d'une part et d'autre part, du loyer prélevé sur le Majestic (0,5 M€), conformément au bail à construction, en vigueur depuis l'exercice 2008 entre la SCI et l'hôtel Majestic.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est négatif à -4,3 M€ contre -4,2 M€ au premier semestre 2011.

Résultat net consolidé, part du Groupe

Le résultat fiscal du groupe étant négatif au premier semestre, un impôt différé actif de 2M€ a été enregistré. Il est notamment compensé par la « Contribution sur la Valeur Ajoutée de l'Entreprise » (CVAE – composante de la nouvelle taxe professionnelle) de -0,3 M€ classée en impôt société, selon la règle groupe.

Dans ces conditions, le résultat net part du Groupe s'établit à -2,9 M€ contre -3.2 M€ à fin avril 2011.

Situation Financière et flux de trésorerie.

L'endettement net du Groupe SFCMC au 30 Avril 2012 s'élève à 45 M€ contre 30M€ au 31 Octobre 2011.

Cette augmentation de 15 M€ s'explique entre autre par le remboursement des comptes d'actionnaires, le paiement des dividendes, les investissements et l'effet de saisonnalité. Nous avons enregistré un flux positif de 3,8 M€ lié aux remboursements des subventions articles 34.

Les investissements se sont élevés à 1,6 M€ dans les 2 hôtels et concernent notamment la rénovation de chambres du Majestic, la finalisation de la réfection de la plonge et des travaux de mise en conformité.

Les casinos ont investi 0,4 M€ dont 0,2 M€ dans l'achat de machines.

Le besoin en fonds de roulement varie de 541 K€ par rapport à fin octobre 2011. Les effets positifs de l'amélioration du solde clients notamment grâce à la perception d'arrhes et acomptes par les hôtels sont compensés par la baisse du solde des fournisseurs et du solde des dettes fiscales et sociales.

SFCMC a procédé au remboursement du compte courant d'associés pour 9,1 M€, conformément aux dispositions des conventions signées le 11 mars 2010. Un dividende d'un montant de 2.9 M€ a été versé en mars 2012.

En fin d'exercice, le groupe prévoit de faire face à ses engagements financiers.

LITIGES ET EVENEMENTS EXCEPTIONNELS

Litiges sociaux : participation des salariés

Le 13 avril 2010, 72 salariés de SFCMC ont saisi le Conseil des Prud'hommes de Cannes pour demander la condamnation de SFCMC à leur payer des droits à participation et intéressement supplémentaires, sur la base de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 6 décembre 2007, qui a conclu à une surévaluation du prix d'acquisition réglé par SFCMC à CIP pour l'acquisition de la totalité du capital de la Société Anonyme Hôtel Gray d'Albion en mars 1991. Les salariés en cause n'ont pas chiffré le montant de leur

demande. L'affaire a été évoquée devant le tribunal des prud'hommes les 2 et 17 décembre 2010. Seule la compétence du tribunal a été abordée au cours de ces audiences et la décision du conseil a fait l'objet d'un appel. Le 29 novembre 2011, la cour d'appel a rendu son délibéré sur la question relative à l'incompétence du conseil des prud'hommes sur le contentieux et a fait droit à la demande de la SFCMC. Ce dossier se plaidera donc devant le tribunal de grande instance de Grasse le 24 janvier 2013 pour les non cadres le 4 février 2013 pour les cadres.

Au cours de l'exercice 2011, 135 salariés supplémentaires ont formulé des demandes similaires, la procédure est au stade de la conciliation devant le conseil des prud'hommes. Les audiences se dérouleront le 26 juillet 2012 pour les salariés non cadres et le 5 octobre 2012 pour les cadres. La SFCMC a sollicité l'incompétence matérielle du conseil des prud'hommes de Cannes au profit du tribunal de grande instance de Grasse.

Dans l'impossibilité d'apprécier le montant de ces demandes, et les moyens de droit et de fait sur lesquels elles ont fondées, SFCMC n'a constaté aucune provision dans les comptes.

Casino Les Princes - Litige des parois moulées

Le 27 novembre 2006, la Ville de Cannes a informé la Société Casinotière du Littoral Cannois que les parois moulées de l'hôtel NOGA HILTON qui fait partie du complexe hôtelier PALAIS STEPHANIE, dans lequel la SCLC est locataire d'un espace dévolu au casino, ont été partiellement construites en débords sur le domaine public communal. Elle réclame à ce titre à la SCLC le règlement d'une redevance pour occupation du domaine public.

La société n'a jamais eu connaissance de ce fait auparavant, qui n'a jamais été mentionné pendant la négociation de la concession du casino, ni dans le bail commercial, ni dans le contrat de concession de service public.

Pour ces raisons, la SCLC a déposé auprès du Tribunal administratif de NICE trois requêtes en date des 8 mars 2007, 17 octobre 2007 et 11 février 2009 en annulation de trois titres exécutoires émis par la ville de Cannes au titre de la redevance pour occupation du domaine public respectivement pour les années 2006, 2007 et 2008, dont le montant pour les trois années réclamées s'élève à 280 k€.

Par un jugement en date du 1er juin 2010, le Tribunal Administratif de Nice a prononcé l'annulation de ces trois titres. La Ville de CANNES n'a pas interjeté appel à l'encontre de ce jugement, qui est donc devenu définitif.

Sur ce, la ville de Cannes a réémis des titres exécutoires pour les années 2006 à 2008 et a émis des titres pour les années 2009 et 2010, pour un montant global de 473 K€, également contesté par la SCLC devant le Tribunal administratif de NICE par requêtes respectivement en date du 14 mai 2010, du 8 juin 2010 et du 8 février 2011. La Ville de Cannes a émis un nouveau titre pour 2011 pour un montant de 97k€.

Ces contentieux sont actuellement pendants devant le Tribunal administratif de NICE au stade de l'échange des conclusions des parties.

Ils devraient à terme, trouver une issue qui ne devrait pas avoir de conséquences défavorables sur les comptes de la société.

AUTRES PROCEDURES

A la connaissance de la société SFCMC il n'existe aucun autre fait exceptionnel ou litige pouvant avoir une incidence sensible sur l'activité, le patrimoine, les résultats et la situation financière de la société et de ses filiales.

EVENEMENTS POST-CLOTURE ET PERSPECTIVES

Avis de vérification

La Société Immobilière et d'Exploitation de l'Hôtel Majestic fait l'objet d'un avis de vérification de comptabilité notifié le 4 mai 2012.

Perspectives

Avec des taux d'occupation des hôtels en forte baisse (-10 points sur le Gray d'Albion et -5 points sur le Majestic) et des indices de fréquentation en diminution dans tous les secteurs, les tendances des premiers mois incitent à la plus grande prudence notamment sur l'activité séminaire dont la perspective de reprise est incertaine.

La saison estivale sera déterminante dans un contexte d'instabilité économique mondiale et dans un environnement très concurrentiel sur l'ensemble des secteurs. Le décès du Prince Héritier d'Arabie Saoudite pourrait créer une incertitude supplémentaire pour la saison.

Fort du succès rencontré en 2011, les Championnats du Monde de poker WSOP Europe 2012 représentés par BarrierePoker.fr se dérouleront à Cannes du 21 septembre au 4 octobre 2012 au sein du Casino Croisette et de l'hôtel Majestic Barrière.

ETAT DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE SEMESTRIEL RESUME

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Note</i>	30/04/2012		31/10/2011	
		Brut	amort. & provisions	net	net
Immobilisations incorporelles	4	7 128	(3 775)	3 352	3 527
Immobilisations corporelles	5	444 037	(123 952)	320 086	322 045
Actifs financiers non courants		611	-	611	606
Autres débiteurs non courants		2 852		2 852	4 690
Actif immobilisé		454 628	(127 727)	326 901	330 868
ACTIF NON COURANT		454 628	(127 727)	326 901	330 868
Stocks		575	-	575	758
Clients et comptes rattachés		8 590	(2 710)	5 880	7 088
Autres débiteurs courants		7 987	0	7 987	6 454
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	3 778	-	3 778	2 600
ACTIF COURANT		20 930	(2 710)	18 220	16 900
TOTAL ACTIF		475 558	(130 437)	345 121	347 768

ETAT DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE SEMESTRIEL RESUME

PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Note</i>	30/04/2012	31/10/2011
Capital	6	2 102	2 102
Primes		19 721	19 721
Autres réserves		150 240	144 618
Résultat de l'exercice		(2 913)	8 276
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		169 150	174 718
Intérêts minoritaires		4 894	5 340
CAPITAUX PROPRES		174 044	180 058
Emprunts et dettes financières LT	7	28 053	24 265
Impôts différés passif		86 093	87 884
Provisions, autres passifs et charges à caractère non courant	8,1	2 716	2 575
Passifs financiers non courants	7.5	78	34
PASSIF NON COURANT		290 984	294 817
Fournisseurs		7 349	8 647
Autres tiers et impôts société		25 258	26 237
Provisions, autres passifs et charges à caractère courant	8,1	789	9 725
Emprunts et dettes financières CT	7	20 741	8 341
PASSIF COURANT		54 137	52 951
TOTAL PASSIF		345 121	347 768

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL RESUME

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>Note</i>	2011/2012	2010/2011
		Semestre	Semestre
CHIFFRE D'AFFAIRES	9	44 481	44 329
Prélèvements		(11 972)	(12 318)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET DE PRELEVEMENTS		32 509	32 011
Coûts nourriture et boisson		(1 845)	(1 836)
Frais de personnel		(18 268)	(18 078)
Loyers		(1 660)	(1 537)
Charges d'exploitation		(10 786)	(10 776)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	9	(50)	(216)
Amortissements et provisions		(4 097)	(3 927)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		(4 147)	(4 143)
Autres produits opérationnels			
Autres charges opérationnelles		(111)	(13)
RESULTAT OPERATIONNEL		(4 258)	(4 156)
Produits financiers		388	209
Charges financières		(602)	(690)
RESULTAT FINANCIER		(214)	(481)
RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS		(4 472)	(4 637)
Résultat des activités cédées			
Impôts	<i>10</i>	1 461	1 293
RESULTAT NET		(3 011)	(3 344)
Dont intérêts minoritaires		(98)	(119)
Dont part du groupe		(2 913)	(3 225)
Nombre d'actions en circulation		175 182	175 182
Résultat net par action (en euros)		-17,2	-19,1
Résultat dilué par action (en euros)		-17,2	-19,1

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)	2011/2012 Semestre	2010/2011 Semestre
RESULTAT NET	(3 011)	(3 344)
Variation de la juste valeur des instruments financiers	(39)	154
Ecarts actuariels sur les engagements sociaux à prestations définies		-
Actualisation des dividendes		-
Impôts sur variation de juste valeur des instruments financiers et écarts actuariels	13	(53)
Variation de valeur	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	(26)	101
Résultat net et gains et pertes comptabilisé directement en capitaux propres	(3 037)	(3 243)
Dont part du Groupe	(2 939)	(3 124)
Dont intérêts minoritaires	(98)	(119)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUME

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>Note</i>	2011/2012 Semestre	2010/2011 Semestre
Résultat net des sociétés intégrées		(3 011)	(3 344)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie		4 012	2 143
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		1 001	(1 201)
Coût de l'endettement financier net		439	484
Charge d'impôt		(1 461)	475
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		(21)	(242)
Impôts versés		(4 428)	(461)
Variation du besoin en fonds de roulement		(541)	(10)
Flux net de trésorerie généré par l'activité courante		(4 990)	(713)
Investissements sur actifs existants et rénovation	9	(1 963)	(3 003)
Investissements de développement	9	(22)	(81)
Variation des subventions d'investissements		3 810	(83)
Cessions d'actifs		100	
Variation des autres actifs immobilisés		(5)	7
Variation des dettes et créances sur immobilisations		610	(806)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		2 530	(3 966)
Variation de capital			
Dividendes		(2 977)	(1 775)
Variation "autres passifs non courants"		(9 097)	(5 979)
Variation des réserves actualisées			
Intérêts encaissés ou décaissés		(439)	(464)
Emissions d'emprunts		13 750	8 020
Dépôts		37	
Remboursements d'emprunts			(1)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		1 274	(199)
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE		(1 186)	(4 878)
Variation de trésorerie			
Trésorerie d'ouverture		(1 539)	(2 225)
Trésorerie de clôture		(2 726)	(7 103)
Incidence des variations de change		-	

DETAIL DE LA TRESORERIE DE CLOTURE

<i>(En milliers d'euros)</i>	2011/2012 Semestre	2010/2011 Semestre
Disponibilités	3 778	3 237
Découverts bancaires	(6 504)	(10 340)
Trésorerie	(2 726)	(7 103)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

(En milliers d'euros)

	Capital social	Primes	Réserves	Réserves liées à la variation des gains et pertes actuariels	Réserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers	Résultat de l'exercice	Total Capitaux Propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux Propres
31 octobre 2010	2 102	19 721	142 222	-109	(45)	3 996	167 888	5 372	173 261
Emission d'actions									
Réduction de capital									
Affectation résultat			3 996			(3 996)			
Frais d'émission augmentation de capital									
Distribution dividendes			(1 439)				(1 439)	(349)	(1 788)
Variation de périmètre et pourcentage d'intérêts									
Résultat net de l'exercice						(2 913)	(2 913)	(98)	(3 011)
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres					101		101		101
30 avril 2011	2 102	19 721	144 780	(109)	56	(2 913)	163 639	4 924	168 563
31 octobre 2010	2 102	19 721	142 222	-109	(45)	3 996	167 888	5 372	173 261
Emission d'actions									
Réduction de capital									
Affectation résultat			3 996			(3 996)			
Frais d'émission augmentation de capital									
Distribution dividendes			(1 440)				(1 440)	(336)	(1 776)
Variation de périmètre et pourcentage d'intérêts									
Résultat net de l'exercice						8 276	8 276	305	8 581
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres				(27)	19		(8)		(8)
31 octobre 2011	2 102	19 721	144 779	(136)	(26)	8 276	174 717	5 341	180 058
31 octobre 2011	2 102	19 721	144 779	(136)	(26)	8 276	174 717	5 341	180 058
Emission d'actions									
Réduction de capital									
Affectation résultat			8 276			(8 276)			
Frais d'émission augmentation de capital									
Distribution dividendes			(2 628)				(2 628)	(349)	(2 977)
Variation de périmètre et pourcentage d'intérêts									
Résultat net de l'exercice						(2 913)	(2 913)	(98)	(3 011)
Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres					(26)		(26)		(26)
30 avril 2012	2 102	19 721	150 428	(136)	(52)	(2 913)	169 150	4 894	174 044

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Introduction

La Société Fermière du Casino Municipal de Cannes et ses filiales exploitent deux hôtels et deux casinos à Cannes ainsi qu'une société civile immobilière.

La société est une société anonyme dont le siège social est situé au :

1, espace Lucien Barrière – 06400 Cannes.

L'action SFCMC est cotée sur le Marché d'Euronext Paris SA.

L'exercice social de la société commence le 1er novembre et se termine le 31 octobre de l'année suivante (l'"Exercice"). Pour les besoins des états financiers semestriels résumés, le premier semestre désigne le semestre clos le 30 avril de l'Exercice concerné.

Les comptes consolidés semestriels résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 25 juin 2012.

Note 1

Principes et méthodes comptables

1. 1 Référentiel

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés portant sur la période de 6 mois close au 30 avril 2012 ont été établis conformément à la norme IAS 34 «Information Financière Intermédiaire». S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations financières requises par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés du groupe pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, établis en conformité avec les normes comptables internationales («normes IFRS») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et qu'adoptées par l'Union Européenne.

Conformément à IAS 34, Les notes annexes présentées ci après portent uniquement sur les éléments significatifs du semestre.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne, http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm, intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Interpretations Committee – IFRIC).

Les comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre sont établis selon les mêmes règles et méthodes comptables retenues pour la préparation des états financiers annuels aux 31 octobre 2011, telle qu'exposées dans les états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2011.

Les autres normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1er novembre 2011 ne s'appliquent pas aux activités du groupe et n'ont pas eu d'incidence sur les comptes du groupe.

Le groupe n'a pas opté pour l'application anticipée des normes et interprétation dont l'application n'est pas obligatoire pour l'exercice 2011/2012.

Le groupe n'applique pas les normes IFRS n'ayant pas encore été approuvées par l'Union Européenne à la date de clôture de l'exercice.

Par ailleurs, certaines règles et méthodes comptables sont propres à l'établissement des états financiers intermédiaires :

1.2 Variation saisonnière

Le groupe SFCMC constate des variations saisonnières sur ses activités qui peuvent affecter, d'un trimestre à l'autre, le niveau de chiffre d'affaires et des charges. Ainsi les résultats annuels dépendent de façon significative de l'activité du second semestre de l'Exercice, soit du 1er mai au 31 octobre, qui correspond traditionnellement à la haute saison pour le Groupe. Par conséquent, les résultats du premier semestre 2011/2012 ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats pouvant être attendus pour l'ensemble de l'Exercice 2011/2012.

En effet, les mois d'août et de mai (Festival International du Film) restent les mois les plus forts en termes d'activité. Le mois de décembre est le mois le plus faible, notamment en raison de la fermeture annuelle des hôtels Majestic et Gray d'Albion.. Cependant, le caractère saisonnier de l'activité est atténué par les nombreux congrès et festivals qui animent la ville tout au long de l'année. Cannes est la seconde ville française de congrès, après Paris.

1.3 Principales estimations:

Pour préparer les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe, la Direction du Groupe et des filiales peut être amenée à faire des estimations et des hypothèses ; celles-ci ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de la période. Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances actuelles et qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes. Les éléments significatifs pouvant faire l'objet de telles estimations et hypothèses sont identiques à ceux décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2011.

1.4 Information sectorielle

Les secteurs d'activité du Groupe se distinguent autour des deux grands métiers, les casinos et l'hôtellerie:

- L'activité Casinos concerne l'exploitation de 2 casinos et regroupe les activités d'exploitation de jeux de tables traditionnels, des machines à sous, de la restauration ainsi que les autres prestations réalisées dans les établissements de jeu

- L'activité hôtelière concerne l'exploitation de 2 hôtels, des restaurants attenants et de l'ensemble des activités de loisir réalisées au sein de ces établissements

- Les autres secteurs concernent les activités de location immobilière.

Il n'existe pas d'autre secteur opérationnel représentant au moins 10 % des produits des activités ordinaires, 10 % du résultat net ou 10 % des actifs et pouvant être identifié de façon distincte.

Compte tenu du type d'activités réalisé par la Société, celle-ci n'a pas de dépendance significative à l'égard de ses principaux clients.

La Société réalise l'intégralité de son chiffre d'affaires en France.

1.5 Prélèvements

Les prélèvements sur les jeux représentent le prélèvement communal, le prélèvement de l'Etat fixe et progressif ainsi que la CRDS et la CSG assis sur tout ou partie du produit brut des jeux.

Le prélèvement semestriel sur les jeux est enregistré sur la base d'un taux moyen annuel estimé dans la mesure où le résultat de l'application du barème progressif légal à fin avril n'est pas représentatif des prélèvements que le Groupe devrait supporter en fin d'exercice.

1.6 Avantages du personnel

La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi correspond à la moitié de la charge nette calculée pour l'exercice 2011/2012, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées au 31 octobre 2011.

En effet, sauf événement particulier au cours de la période, il n'est procédé à aucune évaluation actuarielle pour l'élaboration des comptes semestriels.

1.7 Impôts sur le résultat

La charge d'imposition sur les résultats a été déterminée sur la base de la meilleure estimation du taux effectif de l'impôt attendu pour l'ensemble du groupe fiscal.

NOTE 2 : EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Le premier semestre est marqué par une stabilité du chiffre d'affaires du Groupe qui s'établit à 44,5 M€ au 1er semestre 2012 en croissance de 0,34% par rapport au premier semestre 2011, à 44,3M€. L'excédent brut d'exploitation est de -50 K€ contre -216K€ au 1er semestre précédent et le résultat net identique à 2011 soit -3,3M€.

Le 30 avril 2012, la société a procédé au remboursement des comptes courants bloqués d'associés non rémunérés pour un montant de 9,1M€.

La société a bénéficié d'une nouvelle ligne de crédit d'un montant de 5 M€ qui fera l'objet d'un remboursement sur le second semestre.

L'avenant à la convention collective nationale des casinos du 29 mars 2002 signé le 21 juillet 2011 a été étendu sur le semestre. Cet avenant prévoit le versement de primes corrélées à l'attribution de médailles du travail en fonction de l'ancienneté dans la branche.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 3

Périmètre et variation de périmètre

NOM ET ADRESSE	% d'intérêts		Mode d'intégration			
	30/04/2012	31/10/2011	30/04/2011	30/04/2012	31/10/2011	30/04/2011
Hôtel Majestic S.A.	95,94%	95,94%	95,94%	Globale	Globale	Globale
Hôtel Gray d'Albion S.A.	100,00%	100,00%	99,84%	Globale	Globale	Globale
Société Casinotière du Littoral Cannois S.A.	100,00%	100,00%	99,81%	Globale	Globale	Globale
SCI 8 Cannes Croisette	99,90%	99,90%	99,90%	Globale	Globale	Globale

Note 4

Immobilisations incorporelles et amortissements

En milliers d'euros	31/10/2010	Acquisition ou Dotation	Cession ou Reprise	Autres	30/04/2011
Logiciels, licences	1 112	1		49	1 162
Amortissements et provisions	(845)	(30)			(875)
Net	267	-29		49	287
Marques	6				6
Amortissements et provisions	(3)				(3)
Net	3	-	-	-	3
Autres immobilisations incorporelles (1)	5 885				5 885
Amortissements et provisions	(2 294)	(172)			(2 466)
Net	3 591	(172)			3 419
Total en valeur brute	7 003	1		49	7 053
Total amortissements provisions	(3 142)	(202)			(3 344)
Total en valeur nette	3 861	(201)		49	3 709

En milliers d'euros	31/10/2010	Acquisition ou Dotation	Cession ou Reprise	Autres	31/10/2011
Logiciels, licences	1 112	21	-	62	1 196
Amortissements et provisions	(845)	(72)	-	-	(917)
Net	267	(50)	-	62	279
Marques	6		-	-	6
Amortissements et provisions	(3)	(2)	-	-	(5)
Net	3	(2)	-	-	1
Autres immobilisations incorporelles (1)	5 885	-	-	-	5 885
Amortissements et provisions	(2 294)	(344)	-	-	(2 638)
Net	3 591	(344)	-	-	3 247
Total en valeur brute	7 003	21	-	62	7 087
Total amortissements provisions	(3 142)	(418)	-	-	(3 560)
Total en valeur nette	3 861	(396)	-	62	3 527

En milliers d'euros	31/10/2011	Acquisition ou Dotation	Cession ou Reprise	Autres	30/04/2012
Logiciels, licences	1 196	40			1 236
Amortissements et provisions	(917)	(44)			(961)
Net	279	(4)			275
Marques	6				6
Amortissements et provisions	(5)				(5)
Net	1	-	-	-	1
Autres immobilisations incorporelles (1)	5 885				5 885
Amortissements et provisions	(2 638)	(172)			(2 810)
Net	3 247	(172)			3 075
Total en valeur brute	7 087	40			7 127
Total amortissements provisions	(3 560)	(216)			(3 776)
Total en valeur nette	3 527	(176)			3 351

(1) Les autres immobilisations incorporelles concernent le casino Barrière les Princes.

Note 5
Immobilisations corporelles et amortissements

En milliers d'euros	31/10/2010	Acquisition ou Dotation	Cession ou Reprise	Autres Mouvements (1)	30/04/2011
Terrains	259 392	-	0	0	259 392
Provisions	-	-	-	-	-
Net	259 392	-	-	0	259 392
Constructions et aménagements	124 594	585		512	125 691
Amortissements et provisions	(75 585)	(2 444)			(78 029)
Net	49 009	(1 859)	-	512	47 662
Installation technique / Matériel et outillage industriel	23 457	1 267	(129)	65	24 660
Amortissements et provisions	(17 403)	(837)	129	-	(18 111)
Net	6 054	430	0	65	6 549
Autres immobilisations corporelles	26 936	26		81	27 043
Amortissements et provisions	(17 910)	(1 008)		0	(18 918)
Net	9 026	(982)	-	81	8 125
Immobilisations en cours	1 890	1 205	1	(517)	2 577
Amortissements et provisions	(634)				(634)
Net	1 256	1 205	(1)	(517)	1 943
Total en valeur brute	436 269	3 083	(130)	141	439 363
Total amortissements et provisions	(111 532)	(4 289)	129	0	(115 692)
Total en valeur nette	324 737	(1 206)	(1)	141	323 671

(1) Les autres mouvements correspondent à la variation nette des subventions d'investissement et aux mises en service des immobilisations en cours

En milliers d'euros	31/10/2010	Acquisition ou Dotation	Cession ou Reprise	Autres Mouvements (1)	31/10/2011
Terrains	259 392	-	-	-	259 392
Provisions	0	-	-	-	0
Net	259 392	-	-	-	259 392
Constructions et aménagements	124 594	2 786	(4)	1 292	128 668
Amortissements et provisions	(75 585)	(4 932)	11	0	(80 506)
Net	49 009	(2 146)	7	1 292	48 162
Installation technique / Matériel et outillage industriel	23 457	2 262	(522)	62	25 259
Amortissements et provisions	(17 403)	(1 776)	509	-	(18 670)
Net	6 054	486	(13)	62	6 589
Autres immobilisations corporelles	26 936	343	-	109	27 388
Amortissements et provisions	(17 910)	(2 025)	-	0	(19 935)
Net	9 026	(1 682)	-	109	7 453
Immobilisations en cours	1 890	43	(127)	(724)	1 082
Amortissements et provisions	(634)	-	-	-	(634)
Net	1 256	43	(127)	(724)	448
Total en valeur brute	436 269	5 434	(653)	739	441 789
Total amortissements et provisions	(111 532)	(8 732)	520	0	(119 744)
Total en valeur nette	324 737	(3 298)	(133)	739	322 045

(1) Les autres mouvements correspondent à la variation nette des subventions d'investissements et aux mises en service des immobilisations en cours

En milliers d'euros	31/10/2011	Acquisition ou Dotation	Cession ou Reprise	Autres Mouvements (1)	30/04/2012
Terrains	259 392	-	-	-	259 392
Provisions	-	-	-	-	-
Net	259 392	-	-	-	259 392
Constructions et aménagements	128 668	836	(45)	597	130 056
Amortissements et provisions	(80 506)	(2 443)	45	0	(82 904)
Net	48 162	(1 607)	0	597	47 152
Installation technique / Matériel et outillage industriel	25 259	751	(247)		25 763
Amortissements et provisions	(18 670)	(938)	147	-	(19 461)
Net	6 589	(187)	(100)	0	6 302
Autres immobilisations corporelles	27 388	208	(2)		27 594
Amortissements et provisions	(19 935)	(1 020)	2	0	(20 953)
Net	7 453	(812)	-	0	6 641
Immobilisations en cours	1 082	150			1 232
Amortissements et provisions	(634)	-	-	-	(634)
Net	448	150	0	0	598
Total en valeur brute	441 789	1 945	(294)	597	444 037
Total amortissements et provisions	(119 744)	(4 401)	194	-	(123 951)
Total en valeur nette	322 045	(2 456)	(100)	597	320 086

(1) Les autres mouvements correspondent à la variation nette des subventions d'investissement et aux mises en service des immobilisations en cours

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 6

Capital social - Actionnariat

	Nombre d'actions			% du Capital			% En Droit de vote (1)		
	30/04/2012	31/10/2011	30/04/2011	30/04/2012	31/10/2011	30/04/2011	30/04/2012	31/10/2011	30/04/2011
Famille Barrière Desseigne	105 681	105 680	123 199	60,3%	60,3%	70,3%	65,5%	65,5%	82,1%
Casinvest	40 894	40 894	40 894	23,3%	23,3%	23,3%	25,5%	25,5%	14,0%
Fimalac	17 519	17 519		10,0%	10,0%		5,4%	5,4%	
Public	11 088	11 089	11 089	6,3%	6,3%	6,3%	3,6%	3,6%	3,9%
TOTAL	175 182	175 182	175 182	100%	100%	100%	100%	100%	100%

(1) Un droit de vote double est attaché à toutes les actions nominatives et entièrement libérées, inscrites au nom d'un même titulaire depuis deux ans au moins.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 7

Emprunts et dettes financières

Note 7.1

Répartition par nature

<i>En milliers d'euros</i>	30/04/2012	31/10/2011
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	41 292	27 517
Autres emprunts et dettes financières	1 003	965
Découverts bancaires	6 499	4 124
Dettes financières (1)	48 794	32 606
Intérêts courus	-	-
Disponibilités	3 778	2 600
Trésorerie active	3 778	2 600
Dette nette	45 016	30 006

(1) Somme des lignes "Emprunts et dettes financières LT" et "Emprunts et dettes financières CT" du bilan passif
 Les contrats bancaires imposent le respect du ratio financier annuel dette nette/fonds propres < 2
 Le groupe a respecté ce ratio au 31 octobre 2011 et le respectera au 31 octobre 2012

Note 7.2

Répartition par échéances

<i>En milliers d'euros</i>	30 avril 2012	2012	2013	2014	2015	2016	au-delà	Total
Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit		14 200	8 200	11 600	7 250	-		41 250
Emprunts, dettes financières diverses		-	-	-	-	-	1 003	1 003
Découverts bancaires et concours bancaires courants		6 499	-	-	-	-	-	6 499
Intérêts courus non échus		42	-	-	-	-	-	42
TOTAL		20 741	8 200	11 600	7 250	0	1 003	48 794

<i>En milliers d'euros</i>	31 octobre 2011	2012	2013	2014	2015	2016	au-delà	Total
Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit		4 200	8 200	11 600	3 500	-	-	27 500
Emprunts, dettes financières diverses		0	-	-	-	-	965	965
Découverts bancaires et concours bancaires courants		4 124	-	-	-	-	-	4 124
Intérêts courus non échus		17	-	-	-	-	-	17
TOTAL		8 341	8 200	11 600	3 500	0	965	32 606

Note 7.3

Dettes garanties par des sûretés réelles

<i>En milliers d'euros</i>	30/04/2012	31/10/2011
Dettes garanties par des sûretés réelles ou autres (cf. note 11.1)	36 250	27 500
Dettes non garanties	12 544	5 106
TOTAL	48 794	32 606

Note 7.4**Lignes de crédit et découverts confirmés**

En milliers d'euros	2012	Disponibles	Utilisées	Non utilisées
Encours de crédit moyen terme		52 885	45 613	7 272

Echéancier des lignes de crédit disponibles non utilisées et découverts confirmés

En milliers d'euros	2012	30/04/2012
2012		7 272
2013		
2014		
2015		
2016		-
Au-delà		
TOTAL		7 272

En milliers d'euros	2011	Disponibles	Utilisées	Non utilisées
Encours de crédit moyen terme		48 015	31 624	16 391

Echéancier des lignes de crédit disponibles non utilisées et découverts confirmés

En milliers d'euros	2011	31/10/2011
2011		7 251
2012		
2013		
2014		
2015		9 140
Au-delà		
TOTAL		16 391

Note 7.5**Instruments financiers**

En milliers d'euros		31/10/2010	Variation	31/10/2011
<u>Cap</u>	Notionnel	22 950	(4 015)	18 935
	Valeur de marché (Prime et intérêts compris)	(43)	3	(40)
	Prime	-	-	-
<u>Swap de taux d'intérêts</u>	Notionnel	12 950	0	12 950
	Valeur de marché (Prime et intérêts compris)	(30)	36	6
	Prime	-	-	-
		(73)	39	(34)

Les instruments dérivés ci-dessus valorisés à leur juste valeur ont été comptabilisés en autres passifs financiers en contrepartie de la situation nette pour leur part efficace.

En milliers d'euros		31/10/2011	Variation	30/04/2012
<u>Cap</u>	Notionnel	18 935	-	18 935
	Valeur de marché (Prime et intérêts compris)	(40)	(39)	(79)
	Prime	-	-	-
<u>Swap de taux d'intérêts</u>	Notionnel	12 950	0	12 950
	Valeur de marché (Prime et intérêts compris)	6	(5)	1
	Prime	-	-	-
		(34)	(44)	(78)

Les instruments dérivés ci-dessus valorisés à leur juste valeur ont été comptabilisés en autres passifs financiers en contrepartie de la situation nette pour leur part efficace.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 8

Provisions, autres passifs et charges

Note 8.1 Variation de la période

Provisions, autres passifs et charges à caractère non courant

(En milliers d'euros)

	31/10/2010	Dotation ou augmentation	Reprise avec utilisation ou diminution	Reprise sans utilisation ou diminution	Ecart de conversion et variation de périmètre	Gains et pertes actuariels	30/04/2011
Provisions pour retraites	2 295	126					2 421
Autres passifs à caractère non courant (1)	8 597	163	(8 760)				-
Provisions, autres passifs et charges à caractère non courant	10 892	289	(8 760)				2 421

(1) Dividendes à verser à plus d'un an

Provisions à caractère courant

	31/10/2010	Dotation ou augmentation	Reprise avec utilisation ou diminution	Reprise sans utilisation ou diminution	Ecart de conversion et variation de périmètre	Gains et pertes actuariels	30/04/2011
Autres provisions pour risques et charges	408	32	(139)		-	-	301
Autres passifs à caractère courant (2)	6 142	8 760	(6 142)			-	8 760
Provisions à caractère courant	6 550	8 792	(6 281)				9 061

(2) Dividendes à verser à moins d'un an

Provisions, autres passifs et charges à caractère non courant

	31/10/2011	Dotation ou augmentation	Reprise avec utilisation ou diminution	Reprise sans utilisation ou diminution	Ecart de conversion et variation de périmètre	Gains et pertes actuariels	30/04/2012
Provisions pour retraites	2 575	141	-	-	-	-	2 716
Provisions, autres passifs et charges à caractère non courant	2 575	141					2 716

(1) Dividendes à verser à plus d'un an

Provisions à caractère courant

	31/10/2011	Dotation ou augmentation	Reprise avec utilisation ou diminution	Reprise sans utilisation ou diminution	Ecart de conversion et variation de périmètre	Gains et pertes actuariels	30/04/2012
Autres provisions pour risques et charges	786	3		-	-	-	789
Autres passifs à caractère courant (2)	8 939		(8 939)	-	-	-	
Provisions à caractère courant	9 725	3	(8 939)				789

(2) Dividendes à verser à moins d'un an

Note 8.2

Impact net des charges encourues, hors impôts

	30 avril 2012	Dotations	Reprise avec utilisations	Reprises sans utilisation	Total
Résultat Opérationnel Courant		144	0	0	144
Autres Produits et Charges Opérationnels					
Résultat Financier		-	-	-	
TOTAL		144			144

	30 avril 2011	Dotations	Reprise avec utilisations	Reprises sans utilisation	Total
Résultat Opérationnel Courant		158	(54)		104
Autres Produits et Charges Opérationnels			(85)	-	(85)
Résultat Financier		-	-	-	-
TOTAL		158	(139)		19

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 9 Informations par secteur d'activité

Les résultats opérationnels par secteur d'activité sont détaillés ainsi :

(En milliers d'euros)

	Casinos	Hôtellerie	Autres	dont inter-segment	Total Groupe
Au 30 avril 2011					
Volume d'affaires	24 981	17 973	1 908	-533	44 329
Chiffre d'affaires net	12 663	17 973	1 908	-533	32 011
Dont ventes inter-segment	12	19	502	-533	0
Excédent brut d'exploitation	-849	-1 264	1 897		-216
				Résultat opérationnel	-4 156
				Résultat financier	-481
				Résultat global des opérations	-4 637
				Impôt	1 293
				Résultat net	-3 344
Ecarts d'acquisition, Immobilisations incorporelles et corporelles	12 392	283 280	31 708		327 380
Investissements au titre d'actifs non courants (1)	764	2 320			3 084

(1) ces investissements se décomposent en investissements sur actifs existants (1 838 K€), investissements de rénovation (1 054 K€) et investissements de développement (82 K€)

Les montants en inter segments correspondent pour l'essentiel à l'élimination du loyer entre le Majestic et la SCI

	Casinos	Hôtellerie	Autres	dont inter-segment	Total Groupe
Au 31 octobre 2011					
Volume d'affaires	59 148	66 679	3 818	(1 067)	128 578
Chiffre d'affaires net	30 072	66 679	3 818	(1 067)	99 502
Dont ventes inter-segment	23	40	1 004	(1 067)	0
Excédent brut d'exploitation	1 713	18 381	3 842		23 936
				Résultat opérationnel	15 257
				Résultat financier	(1 206)
				Résultat global des opérations	14 051
				Impôt	(5 470)
				Résultat net	8 581
Ecarts d'acquisition, Immobilisations incorporelles et corporelles	11 676	282 244	31 652		325 572
Investissements au titre d'actifs non courants (1)	1 612	3 843			5 455

(1) ces investissements se décomposent en investissements sur actifs existants (3 041 K€), investissements de rénovation (1 196 K€) et investissements de développement (1 218 K€)

Les montants en inter segments correspondent pour l'essentiel à l'élimination du loyer entre le Majestic et la SCI

(En milliers d'euros)

	Casinos	Hôtellerie	Autres	dont inter-segment	Total Groupe
Au 30 avril 2012					
Volume d'affaires	24 552	18 539	1 951	(561)	44 481
Chiffre d'affaires net	12 580	18 539	1 951	(561)	32 509
Dont ventes inter-segment	12	22	527	(561)	0
Excédent brut d'exploitation	-1 277	-705	1 933		-50
				Résultat opérationnel	-4 258
				Résultat financier	-213
				Résultat global des opérations	-4 471
				Impôt	1 461
				Résultat net	-3 011
Ecarts d'acquisition, Immobilisations incorporelles et corporelles	10 416	281 434	31 589		323 438
Investissements au titre d'actifs non courants (1)	359	1 626			1 985

(1) ces investissements se décomposent en investissements sur actifs existants (1 161 K€), investissements de rénovation (802 K€) et investissements de développement (22 K€)

Les montants en inter segments correspondent pour l'essentiel à l'élimination du loyer entre le Majestic et la SCI

Note 10

Impôts sur les bénéfiques

Note 10.1

Réconciliation entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt réelle

En milliers d'euros	30/04/2012	30/04/2011
Résultat net des sociétés intégrées	(3 011)	(3 344)
Dont charge totale d'impôt	1 461	1 293
Résultat théorique taxable	(4 472)	(4 637)
Taux d'impôt différé en France	34,43%	34,43%
Taux d'impôt courant en France	33,33%	33,33%
Charge / produit d'impôt théorique (a)	1 540	1 597
Incidence des différences permanentes	80	(37)
Incidence d'impôt sur résultats taxés à taux réduits	-	-
Incidence du taux d'impôt différé		
Incidence du reclassement de la CVAE	(159)	(270)
Avoirs fiscaux, crédits d'impôts et autres réductions d'impôts		3
Autres compléments d'impôts	-	-
Déficits fiscaux antérieurs imputés	-	-
Incidences des différences temporaires non activées	-	-
Total des incidences (b)	(79)	(304)
Charge / produit d'impôt calculée (a) + (b)	1 461	1 293
CHARGE / PRODUIT D'IMPOT REEL	1 461	1 293
Taux d'impôt effectif	-33%	-28%

Note 10.2

Ventilation de la charge d'impôt

En milliers d'euros	30/04/2012	30/04/2011
Impôt exigible	(317)	(475)
Impôts différés net	1 778	1 768
Total	1 461	1 293

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 11
Engagements hors bilan

Note 11.1 Nantissements et hypothèques

En milliers d'euros						
Type de garantie	Date de début	Date de fin	Montant d'origine	Engagement au 31/10/2011	Engagement au 30/04/2012	
Nantissement de 19 375 actions de l'HOTEL MAJESTIC, soit 31,34% du capital	29/10/03	31/01/11				
Nantissement de 680 actions de l'HOTEL GRAY D'ALBION, soit 18,37% du capital	13/03/06	31/01/11				
Nantissement de 755 actions de l'HOTEL GRAY D'ALBION, soit 20,41% du capital	08/07/08	31/01/11				
Nantissement de 19 375 actions de l'HOTEL MAJESTIC, soit 31,34% du capital et de 1 016 actions de l'HOTEL GRAY D'ALBION, soit 27,46% du capital (1)	01/02/11	25/10/15	31 500	21 500	28 600	
Nantissement de 7 750 actions de l'HOTEL MAJESTIC, soit 12,53% du capital	13/01/06	31/01/11				
Nantissement de 3 875 actions de l'HOTEL MAJESTIC, soit 6,27% du capital	15/04/08	31/01/11				
Nantissement de 7 700 actions de l'HOTEL MAJESTIC, soit 12,45% du capital(2)	01/02/11	25/10/15	8 550	6 000 0	7 650 0	
Total			40 050	27 500	36 250	

(1) Le 1 février 2011, les trois crédits en cours ont été regroupés sous une seule convention d'ouverture de crédit pour un montant de 31,5 M€

(2) Le 1 février 2011, les deux crédits en cours ont été regroupés sous une seule convention d'ouverture de crédit pour un montant de 8,5 M€

Note 11.2 Cautions et contreparties

En milliers d'euros						
Type de garantie	Date de début	Date de fin	Montant d'origine	Encours au 30/04/2012	Engagement au 30/04/2012	Engagement au 31/10/2011
Engagements donnés:						
SEMEC - Casino Croisette	18/02/05	31/12/12	2	2	2	2
Jackpot Multisites - Casino Croisette	27/07/09	31/12/12	18	18	18	18
Ville de Cannes - concession - Casino Les Princes	04/08/03	30/06/21	1 000	1 000	1 000	1 000
Jackpot Multisites - Casino Les Princes	27/07/09	31/12/12	12	12	12	12
Ville de Cannes- concession de plage - Majestic	27/02/04	31/12/12	66	66	66	66
Atout France - Majestic	22/11/08	Sans limitation	10	10	10	10
Ville de Cannes- concession de plage - Gray d'Albion	22/09/03	31/12/17	36	43	43	43
Banque de France - changeur manuel - Gray d'Albion	19/06/08	Sans limitation	38	38	38	38
Atout France - Gray d'Albion	10/09/03	Sans limitation	10	10	10	10
World Hotel - Gray d'Albion	24/03/11	31/12/14	15	15	15	15
Total			1 207	1 214	1 214	1 214

Note 11.3 Autre engagement donné

<i>En milliers d'euros</i>	Engagement au 30/04/12	Engagement au 31/10/11
Engagement de construction et de travaux SCLC	3 514	3 602
Total	3 514	3 602

Ces engagements s'inscrivent sur la durée restante du contrat de concession (fin: 10/04/2021) dans le cadre des obligations prises initialement vis-à-vis de la ville qui s'élevaient à 22 515 K€ pour la durée totale de la concession.

Note 11.4 Contrats de location simple

<i>En milliers d'euros</i>	Location simple non résiliable
2012	298
2013	107
2014	11
2015	0
2016	0
Au-delà	0
Total	415

Note 11.5 Echancier des paiements futurs sur contrats

<i>En milliers d'euros</i>	Moins d'1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Dettes (cf note 7.2)	14 200	27 050	-	41 250
Contrats de location simple (cf note 11.4)	298	118	-	415
Contrat de concession (cf a)	3 289	11 279	3 345	17 913
Autres obligations contractuelles ou commerciales (cf b)	1 871	7 484	9 105	18 460
Total	19 658	45 931	12 450	78 038

(a) Le cahier des charges de la concession définit un certain nombre d'obligations relatives au développement touristique de la ville ainsi qu'à la participation à l'effort artistique et culturel notamment. La contribution fixe des casinos s'élève à ce titre à 7 980 K€ sur la durée résiduelle des deux concessions (SFCMC: 31/10/2015 - SCLC: 10/04/2021). Les autres éléments lorsqu'ils sont variables sont projetés à fin de concession à partir du réalisé 2011. Ce montant prend également en compte les engagements en terme d'investissement.

Les engagements de travaux et de renouvellement correspondent aux investissements prévisionnels sur la durée de la concession lorsque ceux-ci sont chiffrés et requis par le cahier des charges signé avec la mairie. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre des investissements de renouvellement et améliorations pratiqués par le groupe usuellement. Toutefois, si au cours de l'exécution du contrat de délégation, l'équilibre économique prévu est rompu, le délégataire peut saisir son autorité délégitante afin de rétablir la dite équation financière.

(b) Autres loyers immobiliers

Note 11.6 Droits individuels à formation

Volumes d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis:	66 264
Volumes d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande:	63 581

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 12

Eléments concernant les entreprises liées

	SAS Groupe Lucien Barrière		Société d'exploitation de la marque Le Fouquet's	
En milliers d'euros	2011/2012	2010/2011	2011/2012	2010/2011
Coûts nourriture et boisson	183	190		-
Charges d'exploitation	(1 320)	(1 064)	(34)	(34)

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 13

Litiges et autres faits exceptionnels

Litiges sociaux : participation des salariés

Le 13 avril 2010, 72 salariés de SFCMC ont saisi le Conseil des Prud'hommes de Cannes pour demander la condamnation de SFCMC à leur payer des droits à participation et intéressement supplémentaires, sur la base de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 6 décembre 2007, qui a conclu à une surévaluation du prix d'acquisition réglé par SFCMC à CIP pour l'acquisition de la totalité du capital de la Société Anonyme Hôtel Gray d'Albion en mars 1991. Les salariés en cause n'ont pas chiffré le montant de leur demande. L'affaire a été évoquée devant le tribunal des prud'hommes les 2 et 17 décembre 2010. Seule la compétence du tribunal a été abordée au cours de ces audiences et la décision du conseil a fait l'objet d'un appel. Le 29 novembre 2011, la cour d'appel a rendu son délibéré sur la question relative à l'incompétence du conseil des prud'hommes sur le contentieux et a fait droit à la demande de la SFCMC. Ce dossier se plaidera donc devant le tribunal de grande instance de Grasse le 4 février 2013 pour les cadres et le 24 janvier 2013 pour les salariés non cadres.

Au cours de l'exercice 2011, 135 salariés supplémentaires ont formulé des demandes similaires; la procédure est au stade de la conciliation devant le conseil des prud'hommes. Les audiences se dérouleront le 26 juillet 2012 pour les salariés non cadres et le 5 octobre 2012 pour les cadres. La SFCMC a sollicité l'incompétence matérielle du conseil des prud'hommes de Cannes au profit du tribunal de grande instance de Grasse.

Dans l'impossibilité d'apprécier le montant de ces demandes, et les moyens de droit et de fait sur lesquels elles ont fondées, SFCMC n'a constaté aucune provision dans les comptes.

Débordement des parois moulées sur le domaine public communal (Société Casinotière du Littoral Cannois)

Le 27 novembre 2006, la Ville de Cannes a informé la Société Casinotière du Littoral Cannois que les parois moulées de l'hôtel NOGA HILTON qui fait partie du complexe hôtelier PALAIS STEPHANIE, dans lequel la SCLC est locataire d'un espace dévolu au casino, ont été partiellement construites en débords sur le domaine public communal. Elle réclame à ce titre à la SCLC le règlement d'une redevance pour occupation du domaine public.

La société n'a jamais eu connaissance de ce fait auparavant, qui n'a jamais été mentionné pendant la négociation de la concession du casino, ni dans le bail commercial, ni dans le contrat de concession de service public.

Pour ces raisons, la SCLC a déposé auprès du Tribunal administratif de NICE trois requêtes en date des 8 mars 2007, 17 octobre 2007 et 11 février 2009 en annulation de trois titres exécutoires émis par la VILLE DE CANNES au titre de la redevance pour occupation du domaine public respectivement pour les années 2006, 2007 et 2008, dont le montant pour les trois années réclamées s'élève à 280 k€.

Par un jugement en date du 1er juin 2010, le Tribunal Administratif de Nice a prononcé l'annulation de ces trois titres. La Ville de CANNES n'a pas interjeté appel à l'encontre de ce jugement, qui est donc devenu définitif.

Sur ce, la VILLE DE CANNES a réémis des titres exécutoires pour les années 2006 à 2008 et a émis des titres pour les années 2009 et 2010, pour un montant global de 473 K€, également contesté par la SCLC devant le Tribunal administratif de NICE par requêtes respectivement en date du 14 mai 2010, du 8 juin 2010 et du 8 février 2011. La Ville de Cannes a émis un nouveau titre pour 2011 pour un montant de 97k€.

Ces contentieux sont actuellement pendants devant le Tribunal administratif de NICE au stade de l'échange des conclusions des parties.

Ils devraient à terme, trouver une issue qui ne devrait pas avoir de conséquences défavorables sur les comptes de la société.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 14

Evénements postérieurs à la clôture

La société immobilière et d'exploitation de l'hôtel Majestic fait l'objet d'un avis de vérification de comptabilité notifié le 4 mai 2012.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012**
(Période du 1^{er} novembre 2011 au 30 avril 2012)

Aux actionnaires
Société Fermière du Casino Municipal de Cannes
1, Espace Lucien Barrière
06400 Cannes

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Société Fermière du Casino Municipal de Cannes, relatifs à la période du 1^{er} novembre 2011 au 30 avril 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Nice et Neuilly-sur-Seine, le 25 juin 2012

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

FIDEXCO - FRANCE

Anne-Claire Ferrié

Philippe Matheu